

UN RÉGIME DE CROISSANCE CENTRÉE SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN (2007-2010)

- INDH (une approche)
- Plan Maroc vert (Agriculture)
- Plan Emergence (Industrie)
- Plan Maroc bleu (Energie)
- Plan d'urgence (Enseignement)
- Dynamisation du secteur portuaire (Tanger MED)
- Plan Azur (Tourisme)
- La crise financière internationale et son impact

INDH

- Lancée en 2005 par le Roi, l'INDH est un programme de développement communautaire participatif permettant aux habitants des communautés cibles d'exprimer leurs besoins en matière d'équipements et de services sociaux, d'appui aux activités génératrices de revenus (AGR), de renforcement des capacités et d'animation sociale.
- Les besoins identifiés sont étudiés au niveau de chaque commune ou quartier définis comme pauvre ou défavorisé et sont financés dans le cadre d'une « initiative locale de développement humain ».
- Les activités de l'INDH **en milieu rural** ont pour objectif de réduire la pauvreté et l'exclusion de citoyens ruraux.
- Les objectifs **en milieu urbain** visent à renforcer l'insertion, la cohésion sociale et l'amélioration des conditions de vie des populations.
- Dispenser de nouveaux services (l'accès au Microcrédit, l'éducation au développement, l'alphabétisation, la protection de l'enfance et les groupes vulnérables...), faire fonctionner ceux qui existent, résoudre les problèmes prioritaires, est impossible sans une mobilisation de la société civile et de ses organisations.
- Le renforcement des sociétés civiles ont de fait produit une accélération du passage d'un système de gestion de la société fondé sur le **gouvernement** (c'est à dire sur le rôle central des acteurs publics en tant que planificateurs et réalisateurs des politiques publiques) à un système fondé sur la **gouvernance** (c'est à dire sur l'interaction croissante, sur la négociation et sur le partenariat entre une multitude d'acteurs publics, d'acteurs privés et d'acteurs de la société civile).

La contribution de la Coopération Internationale

- Le programme d'aide de la Commission Européenne intitulé « Appui à l'INDH », vise à appuyer le programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural de cette Initiative.
 - Il a été élaboré et est mis en œuvre conjointement avec la coopération financière allemande (à travers la KfW).
 - Le financement devant être assuré à hauteur de 20 % par la coopération internationale,
- Le programme 2006-2010 a démarré, avec une enveloppe de 10 milliards de dirhams (dont 20% à financer par la coopération internationale).
- Un Observatoire National du Développement Humain a été mis en place en mars 2007; ses missions sont actuellement en cours de définition avec l'appui du PNUD.
- Depuis 2005, l'INDH a permis de programmer plus de 12.000 projets pour un coût global de 6,6 milliards de DH au profit de 3 millions de personnes en situation de précarité économique et sociale.

Contraintes et risques

- Pour faciliter la démarche INDH, il semble important de modifier certaines conditions de base qui permettraient aux communes de jouer un rôle stratégique dans le développement économique. Cela signifie qu'en plus du « renforcement des capacités des communes rurales »
- le Maroc doit procéder à la redéfinition de la relation entre l'Etat et la Collectivité Locale, transférer une partie des moyens du premier vers la seconde et améliorer la fiscalité locale.

La Citoyenneté

- La pratique de la gestion communale au quotidien révèle les difficultés qu'éprouvent les élus locaux à comprendre et appliquer l'énorme quantité de textes en vigueur, à cause de leur niveau d'instruction - en général faible- et la faiblesse ou l'inexistence de tout accompagnement pédagogique particulièrement et précisément dans les communes rurales les plus pauvres.
- Les difficultés proviendraient aussi de la méconnaissance par les élus de leurs rôles, du contenu de leur mandat, de l'étendue de leur pouvoir, de leurs droits et de leurs obligations.

Pérenniser les AGR

- Le risque que les AGR déçoivent est aussi sérieux, si les porteurs de projets ne bénéficiaient pas d'un accompagnement et d'un suivi sur le terrain, notamment par la mise en oeuvre du manuel AGR.
- Une Activité Génératrice de Revenu a besoin d'un appui global et de plusieurs inputs:
 - Le porteur de projet a systématiquement besoin d'un accès au financement (micro crédit),
 - d'un accompagnement
 - et d'un appui technico-économique,

Le Maroc vert

- Partant du principe que l'agriculture est le principal moteur de la croissance de l'économie nationale et de lutte contre la pauvreté, le Maroc a mis en place une stratégie pour:
 - moderniser l'agriculture,
 - améliorer les revenus des agriculteurs
 - et lutter contre la pauvreté en milieu rural.

L'agrégation

- La mise en œuvre du modèle de l'agrégation représente une solution attractive pour dépasser les contraintes liées à la fragmentation des exploitations.

- Défini comme un processus par lequel les producteurs mettent en commun des moyens, des structures et des activités en vue de réaliser des économies d'échelle et de constituer une force de frappe pour augmenter le pouvoir de négociation vis-à-vis des partenaires, le modèle d'agrégation repose sur le déclenchement d'une vague d'investissements massifs.

Plans agricoles régionaux

La mise en place des PAR, constitue l'une des principales réalisations accomplies pour la mise en œuvre de ce plan et au profit de l'agriculture marocaine.

Le système politique des chambres d'agriculture a été refondu, qui de provinciales sont désormais organisées en chambres régionales.

financement

- Le financement de cette stratégie proviendra du Fonds Hassan II pour le développement économique et social, du budget général de l'Etat, des bailleurs de fonds internationaux et des investisseurs privés

Plan Emergence

Le Plan émergence a été conçu autour de trois idées fondamentales :

- La nécessité absolue de focaliser les efforts de relance industrielle sur les filières pour lesquelles le Maroc possède des avantages compétitifs clairs et exploitables, à travers des programmes de développement dédiés ;
- La nécessité de traiter l'ensemble du tissu des entreprises, sans exclusive, à travers 4 « Chantiers Transversaux » majeurs, déclinés en :
 - un chantier de renforcement de la Compétitivité des PME,
 - un chantier Amélioration du climat des affaires,
 - un chantier Formation
 - et un plan de développement de parcs industriels de nouvelle génération, dits « P2I - Plateformes Industrielles Intégrées » ;
- La nécessité de mettre en place une organisation institutionnelle à même de permettre la mise en œuvre efficace et efficiente des programmes.

Objectifs

- **Emploi:** Création de 220 000 emplois
- **PIB :** Augmentation du PIB industriel de 50 Milliards de Dirhams additionnels
- **Exportations:** Génération d'un volume supplémentaire d'exportations de 95 milliards de Dirhams
- **Investissement:** 50 milliards de Dirhams d'investissements privés dans l'activité industrielle

Métiers de l'offshoring

- Le secteur de l'Offshoring est sur une dynamique très positive à l'international, avec un développement très soutenu d'environ 25% par an.
- Dans l'espace francophone (France et Espagne), principale cible du Maroc, les mouvements d'Offshoring sont très importants.
- Pour atteindre ces objectifs, les Parties (gouvernement, secteur privé et banques) s se sont accordés à mettre en place un plan d'action volontariste de développement du secteur de l'Offshoring reposant sur les 4 initiatives suivantes :
 - Une Offre Maroc Offshoring
 - Un programme de formation adapté au secteur
 - Un programme ciblé de promotion
 - Des plateformes industrielles intégrées dédiées

Une Offre Maroc Offshoring

- En vue d'attirer les investisseurs du secteur de l'Offshoring, les Parties s'accordent sur la nécessité de développer une offre attractive assurant la compétitivité de la destination Maroc. *Cette Offre s'articule autour de 3 volets :*
 - *Un cadre incitatif attractif autour d'un Impôt sur le Revenu⁵ effectif plafonné à 20% ;*
 - *Un dispositif de développement des Ressources Humaines qualifiées :*
 - *un système d'aide aux opérateurs dans leurs efforts de formation à l'embauche et continue ;*
 - *un plan de formation adapté aux besoins du secteur de l'Offshoring ;*

Un Programme Ciblé De Promotion

- Les Parties s'accordent sur l'importance de focaliser leurs efforts sur les filières à plus fort potentiel pour le Maroc.
- Les Parties ont conscience que la promotion à l'international de l'Offre Offshoring Maroc est un élément essentiel de la réussite de ce plan d'action.
- Il s'agit de mettre en place une politique de promotion multi-canal auprès des investisseurs (AMDI, gestionnaire des P2I, etc.).

Des Plateformes Industrielles Intégrées Dédiées

- Les plateformes dédiées Offshoring font partie intégrante de l'Offre Maroc.
- Les premières tranches de Casanearshore et Rabat Technopolis sont déjà disponibles mais pour faire face à la croissance attendue du secteur au Maroc, il convient d'anticiper la demande d'infrastructures par l'accélération de la mise en œuvre des deux premières plateformes et par la mise en place de capacités additionnelles.
- Ainsi, 4 nouvelles plateformes seront créées :
 - Fès-shore ;
 - Tétouan-shore ;
 - Oujda-shore ;
 - Marrakech-shore.

Automobile

- La stratégie du Maroc pour le secteur automobile s'articule autour de :

- L'implantation d'équipementiers au Maroc : l'équipement automobile s'inscrit en effet dans un mouvement de globalisation accélérée, par lequel les équipementiers et constructeurs élargissent leur rayon d'approvisionnement, vers les pays à bas coûts ;
- L'impact estimé de ces potentiels se chiffre à près de 12 milliards de Dirhams de PIB additionnels et se traduirait par la création d'environ 70'000 nouveaux emplois dans l'ensemble du secteur Automobile à l'horizon 2015.

L'Aéronautique et le Spatial

- Le nombre d'implantations s'est fortement accru ces dernières années avec des investissements cumulés depuis 2002 de 2,7 milliards de Dirhams.
- Afin de capter le plein potentiel du Maroc dans l'Aéronautique et le Spatial, l'Etat marocain a décidé d'accompagner le développement du secteur par la mise en place de mesures concrètes permettant au pays de s'ériger en véritable plateforme pour des métiers ciblés. Ces mesures s'articulent autour de quatre initiatives :
 - Une Offre Maroc Aéronautique et Spatial
 - Un programme de formation adapté au secteur
 - Un programme ciblé de promotion
 - Une plateforme industrielle intégrée dédiée

Textiles et cuir

Des contraintes de 4 ordres :

- À l'export, dépendance à l'égard de deux pays représentant plus de 60% de nos exportations et de quelques donneurs d'ordres (ex. un donneur d'ordres leader sur le segment fast fashion représente 20% des exportations du Maroc) ;
- Concurrence importante du secteur informel, freinant le développement du marché national.

Agroalimentaire

Le Maroc se doit aujourd'hui de soutenir cette filière de façon volontariste, afin de profiter de ses fondamentaux exceptionnels (ex., coûts de main d'oeuvre, matières premières agricoles, tradition culinaire et industrielle, position logistique) pour relancer sa croissance, favoriser l'investissement et le renforcement du tissu des entreprises, et créer des emplois. Pour cela, il convient de bâtir sur les opportunités majeures nées i) des initiatives stratégiques nationales (notamment le lancement du Plan Maroc Vert donnant un nouveau souffle au secteur par la relance de l'amont), ii) d'une demande intérieure en forte croissance et iii) d'un marché international fortement demandeur des produits du « panier méditerranéen ».

- Dans ce cadre, l'Etat s'engage à appuyer le développement du secteur agroalimentaire à travers la promotion d'une stratégie volontariste reposant sur cinq initiatives, à savoir :
 - Un plan de développement des filières à fort potentiel à l'export;
 - Des plans de développement et de restructuration des filières des denrées de base nationales;
 - Un plan d'appui ciblé en faveur des « filières intermédiaires »;
 - Un programme de formation adapté au secteur;